

**LES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES NE COUVRENT QUE 4% DES IMPORTATIONS**

# Le déséquilibre s'accroît

**Le déséquilibre entre importations et exportations date de l'après-indépendance. Il ne fait que s'accroître. Aujourd'hui, les exportations hors hydrocarbures suffisent à couvrir tout juste 4% des importations.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Entre les années 1970 et aujourd'hui, la structure des importations est restée figée. L'Algérie continue d'importer les mêmes produits avec des volumes qui ont évidemment augmenté.

En 2001, la valeur des importations était de 47 milliards de dollars, une flambée rarement égalée mais qui confirme une tendance qui s'est imposée au lendemain de l'indépendance.

Selon des statistiques fournies par l'Algex, entre 1963 et 1974, les importations ont connu une augmentation de 282% alors que les exportations n'ont augmenté que de 158% et 95% des recettes servaient à importer. Les équilibres étaient fragiles et le sont restés car ne comptant que sur la seule

performance du secteur des hydrocarbures.

Depuis 1974, la structure des importations est restée la même et aujourd'hui, 10 entreprises seulement réalisent 95% des exportations hors hydrocarbures.

Mohamed Bennini, directeur général d'Algex, explique la faible performance en matière d'exportation à une rupture dans le processus de développement lancé au début des années 1970.

Faisant une rétrospective du commerce extérieur, il dira que l'équilibre entre importation et exportation aura connu un semblant d'équilibre pendant un très court laps de temps puis, dit-il, l'Algérie a connu un frémissement avec les produits manufacturés pendant les années 1980 avant que les



Photo : Samir Sid

**Aujourd'hui, 10 entreprises seulement réalisent 95% des exportations hors hydrocarbures.**

mécanismes d'accompagnement ne s'avèrent totalement obsolètes. Il évoque des rouages grippés et des régimes douaniers tombés en désuétude. Aujourd'hui, dit-il,

toute ouverture à l'international sans développement des exportations serait nulle et sans effet.

N. I.

## ADHÉSION À L'OMC

### Le président du groupe de travail prochainement à Alger

Fraîchement désigné après le rappel par leurs capitales respectives, le président du groupe de travail chargé de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC sera «dans les prochaines semaines» à Alger. L'Argentin Alberto Dialotto discutera selon Cherif Zaâf, le directeur du commerce extérieur au ministère du Commerce, de l'état d'avancement des négociations avec son homologue algérien. Les discussions sont toujours en cours avec l'Union européenne et les Etats-Unis. L'Algérie qui a déjà répondu aux 96 questions qui lui avaient été transmises continue de négocier au sujet des accords dits zéro à zéro, c'est-à-dire une réciprocité pour la suppression des taxes avec une préférence du côté algérien pour la mise en place de périodes de transition, pour notamment pouvoir protéger certaines filières.

N. I.

## LES ÉCHANGES NE DÉPASSENT PAS LES 5%

### L'Algérie maintient sa liste de produits négatifs

Les échanges entre pays arabes restent très faibles en dépit de la mise en place de la Zone arabe de libre-échange (Zale). Le directeur de suivi des accords de libre-échange au ministère du Commerce a indiqué, hier, que le volume des échanges ne dépassait pas les 5%. Pire encore, certains pays arabes signataires des accords continuent d'importer certains produits hors de la Zale, alors que l'Algérie, par exemple, peut leur en fournir. L'Algérie maintient dans ce cadre la liste de 1 260 produits qui ne sont pas exonérés de taxes dans le but de protéger le produit local en dépit des contestations des pays membres. L'Algérie explique le bien-fondé de sa démarche mais maintient intacte ladite liste.

N. I.

## RÉSORPTION DE L'INFORMEL

# L'État libère 10 milliards de dinars

**Le ministère des Finances vient de libérer un montant de dix milliards de dinars pour la réalisation d'infrastructures commerciales formelles.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Selon le ministre du Commerce, hôte, jeudi dernier, du Palais des expositions (Pins-Maritimes), cette enveloppe, qui est prévue dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014, sera «ventilée» aux walis pour la réalisation ou la modernisation de marchés couverts et de proximité destinés notamment aux produits agricoles frais. Il s'agit, certes, d'une «contribution» gouvernementale d'autant que les besoins exprimés en matière de développement des infrastructures commerciales représentent quelque

40 milliards de dinars. Et cela même si le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a déjà disposé de 4 milliards de dinars pour la réalisation de locaux commerciaux.

Néanmoins, les dix milliards débloqués devraient permettre d'améliorer et la disponibilité et l'accessibilité des produits frais mais aussi de réduire les effets inflationnistes récurrents. Voire de contribuer à résorber l'informel, même si près de 8 000 jeunes ont bénéficié récemment de la possibilité de vendre formellement.

Et c'est ce souci qui explique

justement la décision de l'Etat de libérer cette enveloppe après une longue attente. C'est ce qu'a laissé entendre Mustapha Benbada qui avait inauguré la 21<sup>e</sup> édition de la Foire de la production algérienne (FPA), le 4<sup>e</sup> Salon algérien de l'exportation Djazaïr Export ainsi qu'une exposition «Mémoire et Réalisations» dédiée à la célébration du cinquantenaire de l'indépendance. Par ailleurs, le ministre du Commerce a indiqué que cinq projets de création de grands marchés de gros à vocation natio-

nale ont été identifiés et seront lancés dès l'année prochaine.

Destinés à la commercialisation des fruits et légumes, ces espaces seront implantés dans les wilayas de Mascara, Aïn-Defla, Tipasa, Sétif et Ouargla. D'autres marchés de gros, à l'étude, seront également lancés pour la distribution des produits industriels et autres.

L'occasion pour Mustapha Benbada de rappeler qu'une entreprise Magros, a été créée et, chargée de la réalisation et de la

gestion des marchés de gros d'envergure nationale et régionale.

Comme le ministre du Commerce a indiqué que des agents de contrôle veilleront, dès janvier prochain, à l'application stricte des dispositions réglementaires prises en mars dernier et qui régissent l'implantation et l'organisation des espaces commerciaux et l'exercice de certaines activités commerciales.

Organisée par la Société algérienne des foires et exportations (Safex), la 21<sup>e</sup> FPA qui se déroule du 18 au 24 octobre 2012 au Pavillon central, regroupera 159 exposants publics et privés, représentant 8 secteurs d'activités, sur plus de 8 000 m<sup>2</sup>, avec un espace dédié à la vente au public.

Organisé, quant à lui, par l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), le Salon Djazaïr Export accueillera dans les mêmes conditions de temps et de lieu quelque 43 entreprises opérant dans quatre secteurs d'activités, sur 968 m<sup>2</sup>.

Initiée par le ministère du Commerce, une exposition «Mémoire et Réalisations» dédiée au bilan du secteur durant les cinquante dernières années se déroulera également.

A cette occasion, d'anciens ministres et cadres du secteur ont été honorés par Mustapha Benbada en présence de plusieurs membres du gouvernement et du secrétaire général de l'UGTA.

C. B.

## MAINTIEN DU SERVICE DURANT L'AÏD EL ADHA

### Benbada se veut rassurant

Le service commercial sera maintenu durant la fête de l'Aïd El Adha, dans le cadre d'un programme de permanences qui sera établi au niveau des wilayas. Rassurant, le ministre du Commerce l'était concernant la disponibilité régulière des produits alimentaires et même des activités de transport durant cette période.

«Il ne devrait pas y avoir de problèmes.

Un programme portant sur les activités et les commerçants concernés par la permanence durant les deux jours de l'Aïd sera établi par la wilaya», a assuré Mustapha Benbada qui se prévaut de la disponibilité de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA).

Les commerçants concernés par la mesure sont appelés à respecter le programme arrêté et tout refus d'application de ce programme sera sanctionné (fermeture pendant un mois).

C. B.

## FLAMBÉE DES PRIX DU MOUTON

### Cela relève de l'«irrationnel», selon Benaïssa

La flambée des prix du mouton à l'approche de la fête de l'Aïd El Adha relève de l'«irrationnel» pour le ministre de l'Agriculture et du Développement rural. Accompagnant le ministre du Commerce lors de l'inauguration de la 21<sup>e</sup> Foire de la production algérienne, Rachid Benaïssa a estimé que la hausse des prix du mouton, à 50 000 DA et plus, s'avère incompréhensible. Tout en précisant que son département ministériel n'a pas vocation en matière de contrôle des prix mais uniquement en matière de contrôle vétérinaire, Rachid Benaïssa n'en a pas moins déploré la tendance des citoyens au gaspillage. Et cela d'autant que l'année dernière a vu l'abattage de 4 millions de têtes et que la diminution de l'offre provoque la hausse des prix.

Abordant, par ailleurs, la hausse des prix du poulet, le ministre de l'Agriculture a assuré que son département œuvre à stabiliser les prix, en atténuant les effets des fluctuations des prix mondiaux des matières premières utilisées dans l'aviculture (soja et maïs). Or, les prix du poulet dépassent actuellement 400 DA le kg, en dépit de la décision du gouvernement d'exonérer de la TVA et des droits de douanes, l'aliment de bétail et les produits finis de la filière avicole.

C. B.